

TIONAL

22/x1/97

MOZAMBIQUE

M. Boutros-Ghali a annoncé un « débloccage » du processus de paix

Au terme de sa visite à Maputo (*le Monde* du 19 octobre), le secrétaire général des Nations unies a annoncé, mercredi 20 octobre, « un débloccage » du processus de paix. M. Boutros-Ghali a indiqué avoir obtenu un accord auprès du gouvernement et de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO), comprenant un nouveau calendrier devant mener aux élections prévues pour octobre 1994.

La démobilisation et le cantonnement des quelque cent mille combattants du gouvernement et de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) doivent commencer en décembre prochain, selon le nouveau calendrier mis en place au cours des entretiens qu'a eus M. Boutros-Ghali avec le président Joaquim Chissano et le chef de la RENAMO, Afonso Dhlakama. Simultanément, le gouvernement doit démanteler les milices privées et les forces paramilitaires.

Au cours d'une conférence de presse, avant son départ de Maputo vers Nairobi, mercredi, le secrétaire général des Nations unies a également indiqué qu'avait été

fixée la composition de la commission électorale nationale chargée de définir les modalités des premières élections générales pluralistes d'octobre 1994 : celle-ci doit être composée d'un président indépendant, de dix membres du gouvernement, sept de la RENAMO et trois des partis politiques. La loi électorale devrait être approuvée par le Parlement d'ici la fin du mois.

Ces décisions « très positives », selon le secrétaire général, donnent « un nouvel élan au processus de paix » et favoriseront le maintien au Mozambique de l'Opération des Nations unies au Mozambique (ONUMOZ), dont le premier mandat arrive à terme à la fin du mois. « L'ONU ne se retirera pas, car la bonne volonté existe », a affirmé M. Boutros-Ghali, qui avait menacé M. Dhlakama d'un départ des forces de l'ONU, en cas de mauvaise volonté, selon notre correspondant en Afrique australe, Georges Marion. Le chef de la RENAMO réclamait, nous a-t-il précisé, comme préalable à l'application des accords de paix signés le 4 octobre 1992, à Rome, 100 millions de dollars, somme nécessaire, selon M. Dhlakama, pour transformer un mouvement de guérilla sortant de quinze ans de combats sanglants, en un parti politique.

Pour faciliter cette reconversion jugée légitime, les Nations unies ont créé un fonds, mais celui-ci fonctionne selon des règles comptables peu susceptibles de faire l'affaire du chef de la RENAMO, contraint de satisfaire sa clientèle hors de tout contrôle. Ce fonds n'a d'ailleurs recueilli jusqu'alors que 6 millions de dollars (dont 5,5 millions ont été fournis par les seuls Italiens). L'opération des Nations unies - sept cent « casques bleus » et des centaines de collaborateurs recrutés sur place - coûte, elle, 1 million de dollars par jour.

Evoquant les décisions prises lors de la visite de M. Boutros-Ghali, M. Dhlakama a estimé que ces « pas positifs » pourraient contribuer à résoudre le problème financier de la RENAMO. Qualifiant « d'essentiel » le problème du financement, M. Dhlakama a ajouté que la RENAMO « n'est pas un parti normal » et a « besoin d'argent ». Le président du mouvement rebelle a néanmoins affirmé à l'AFP que son mouvement « répondra aux préoccupations du secrétaire général » et respectera le nouveau calendrier. Il a également indiqué que son ambition n'était pas de devenir président du Mozambique. - (AFP.)

LIE

MAROC